

Convention de mécénat n° 2016-130R du 7 avril 2016 passée pour le château la Grand’Cour entre la Demeure historique et M. Jean-Pierre Berger, propriétaire (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).

La présente convention concerne le château la Grand’Cour, 18350 Mornay-Berry, monument historique inscrit en totalité par arrêté du 30 juin 2009, dénommé ci-après « le monument ».

Elle est passée entre :

- la Demeure historique, association reconnue d’utilité publique, domiciliée 57, quai de la Tournelle, Paris V^e, agréée le 8 juillet 2008 puis le 3 mars 2011 par le ministre chargé du budget en application du 2 *bis* de l’article 200 et du *f* du 1 de l’article 238 *bis* du Code général des impôts, représentée par Jean de Lambertye, son président, dénommé ci-après « la Demeure historique » ;
- M. Jean Pierre Berger domicilié Château la Grand’Cour, 18350 Mornay-Berry, propriétaire du monument, dénommé ci-après « le propriétaire ».

I. Programme des travaux

Art. 1^{er}. - La convention s’applique au programme de travaux décrits et évalués à l’annexe I. Le propriétaire déclare sous sa responsabilité que ces travaux portent sur des parties inscrites du monument ou sur des parties dont le maintien en bon état est nécessaire à la conservation des parties inscrites.

Le propriétaire s’engage à informer la Demeure historique des modifications qui seraient imposées ultérieurement au programme par les autorités administratives.

Si les ressources recueillies ne permettent pas d’engager la totalité du programme, il le réduira à due concurrence, avec l’accord de la Demeure historique.

Les modifications de programme mentionnées aux deux alinéas précédents ne feront pas l’objet d’avenants à la convention. En revanche, les extensions de programme ne résultant pas d’exigences administratives donneront lieu à de tels avenants.

II. Financement des travaux

Art. 2. - Le plan de financement figurant à l’annexe II prévoit le concours de plusieurs mécènes. Ce plan pourra en tant que de besoin être modifié par le propriétaire, avec l’accord de la Demeure historique. Cette modification ne fera pas l’objet d’un avenant à la convention.

Art. 3. - Le propriétaire s’engage, pour le cas où le total des subventions publiques et de l’aide fournie par

la Demeure historique excéderait le coût des travaux, à reverser l’excédent à cette dernière.

Art. 4. - Le propriétaire déclare sous sa responsabilité que ni lui, ni d’autres personnes physiques ou morales présentes sur le site, n’ont réalisé de recettes commerciales excédant 60 000 € pour l’année civile 2015. Il déclare qu’il n’y a pas de dirigeant salarié ni de directeur salarié dans le monument qui puissent remettre en cause sa gestion désintéressée.

III. Engagements du propriétaire

Art. 5. - Le propriétaire s’engage :

- à lancer les travaux dès que deux conditions auront été remplies : l’obtention d’un financement pour les travaux, par les subventions publiques et le mécénat de 45 % des travaux ; l’obtention du permis de construire ou de l’autorisation de travaux ;
- à mener ces travaux à bien dans les meilleurs délais ;
- à remettre à la Demeure historique une copie des devis retenus, de l’ordre de service et du procès-verbal de réception des travaux, dès qu’il sera en possession de ces documents ;
- de même, à remettre à la demande du mécène une copie de ces deux derniers documents ;
- à les informer de tout incident grave pouvant affecter la marche des travaux.

Art. 6. - Compte tenu des empêchements énumérés par la loi et l’instruction administrative pour cause de parenté, d’alliance ou de présence dans certains conseils d’administration, Le propriétaire s’engage à remettre à la Demeure historique des attestations d’absence d’empêchement conformes au modèle établi par elle, préalablement à tout don ou promesse de don, à l’égard de chacun des mécènes.

III.1. Engagement de conservation du monument

Art. 7. - Le propriétaire s’engage pour lui-même et ses ayants droit à conserver le monument pendant au moins dix ans à compter de la date d’achèvement des travaux.

Cet engagement fait obstacle à la vente de l’immeuble, au démembrement de leur propriété (sauf pour cause de transmission à titre gratuit), à son échange, à son apport en société, à la cession de droits indivis.

III.2. Engagement d’ouverture au public du monument

Art. 8. - Le propriétaire s’engage pour lui-même et ses ayants droit à ouvrir au public, pendant dix ans après l’achèvement des travaux, les parties du monument qui ont fait l’objet de ceux-ci. Le public sera admis à

les visiter cinquante jours par an, dont vingt-cinq jours non ouvrables, au cours des mois d'avril à septembre inclus, ou bien quarante jours par an au cours des mois de juillet, août et septembre. Le propriétaire en avisera chaque année avant le 31 janvier la DIRECCTE (direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi), par lettre recommandée avec accusé de réception.

Lorsqu'une ou plusieurs conventions portant sur l'organisation de visites du monument par des groupes d'élèves de l'enseignement primaire ou secondaire, des groupes de mineurs encadrés par des structures d'accueil collectif à caractère éducatif mentionnées à l'article L. 227-4 du Code de l'action sociale et des familles, ou des groupes d'étudiants auront été conclues entre le propriétaire et les établissements d'enseignement publics ou privés sous contrat d'association avec l'État ou les structures mentionnées, la durée minimale d'ouverture au public sera réduite. Cette réduction sera égale au nombre de jours au cours desquels le monument aura fait l'objet d'une telle visite, comprenant au moins vingt participants, entre le 1^{er} septembre de l'année précédente et le 31 août ; elle ne pourra excéder dix jours par année civile.

Le propriétaire s'engage à participer, sur demande des services chargés des monuments historiques, aux opérations organisées à l'initiative du ministère chargé de la culture ou coordonnées par lui et destinées à promouvoir le patrimoine auprès du public (Journées du patrimoine, notamment).

IV. Inexécution des obligations du propriétaire

Art. 9. - Le propriétaire s'engage pour lui-même et ses ayants droit à informer la Demeure historique, au moins un mois à l'avance, de tout événement contraire à l'article 7 de la présente convention, ainsi que de toute réduction des horaires ou de l'étendue des visites.

Le propriétaire s'engage à informer ses héritiers ou donataires, dès l'entrée en vigueur de la convention, des obligations résultant des articles 7 et 8, et du risque de devoir rembourser l'aide reçue au cas où elle ne serait pas respectée.

Art. 10. - En cas de succession incluant le monument, les héritiers pourront reprendre collectivement l'engagement résultant des articles 7 et 8 pour la durée restant à courir. En cas de donation portant sur le monument, cette faculté de reprise sera ouverte au donataire.

Si ces engagements ne sont pas repris, la convention cessera de s'appliquer et le remboursement prévu à l'article 11 deviendra exigible.

Art. 11. - En cas d'erreur significative entachant l'une des déclarations mentionnées aux articles 1^{er}, 4 et 6 le propriétaire devra rembourser à la Demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. Cette obligation incombera également, après eux, à leurs ayants droit, même s'ils ne sont pas responsables de l'erreur commise. S'agissant de l'article 1^{er}, le remboursement sera proportionnel à l'incidence de l'erreur. S'agissant des articles 4 et 6, le remboursement sera total.

En cas de manquement aux engagements pris aux articles 7 et 8, Le propriétaire et ses ayants droit devront rembourser à la Demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. Ce montant sera toutefois réduit de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième, au cours de laquelle l'engagement aura été respecté.

Art. 12. - Le propriétaire s'engage, pour une durée de dix ans à compter de la signature de la convention, à ne pas demander de réduction d'impôt au titre d'un don qu'il effectuerait en faveur d'un autre monument privé ou d'un immeuble labellisé par la Fondation du patrimoine.

V. Surveillance des travaux

Art. 13. - La Demeure historique et le ou les mécènes n'auront aucune obligation de surveillance des travaux. Ils pourront néanmoins participer, s'ils le souhaitent, en qualité d'observateurs, aux réunions de chantier et à la réunion de réception des travaux. Leur absence de ces réunions ne les privera pas de la possibilité de présenter ultérieurement des observations, notamment s'ils estiment que les travaux ne sont pas conformes au programme, au permis de construire ou à l'autorisation administrative et de faire valoir ses droits en conséquence.

VI. Modalités de paiement

Art. 14. - Les demandes d'acomptes et les factures de travaux seront émises par les entrepreneurs au nom du propriétaire et visées par l'architecte, qui attestera de leur conformité au programme et aux devis retenus. Le propriétaire les visera à son tour et attestera de la réalité des prestations effectuées. Il transmettra ces pièces à la Demeure historique, qui réglera les entrepreneurs dans la limite de la somme disponible. Le propriétaire n'étant pas assujéti à la TVA, la Demeure historique réglera le montant TTC.

En conséquence, le propriétaire ne fera figurer dans ses comptes ni les dépenses de travaux ainsi prises en charge ni les règlements correspondants de la Demeure historique aux entrepreneurs dans sa déclaration

d'impôt sur le revenu. Il n'y fera figurer que la fraction restant à sa charge.

En cas de mécénat de compétence ou de mécénat en nature, la Demeure historique émettra le reçu fiscal correspondant au montant de l'aide mécénale (coût hors marge nette) sur présentation par l'entreprise mécène d'un récapitulatif des travaux réalisés, visé par le propriétaire et l'architecte qui attestera que les coûts sont normaux. La rémunération de l'architecte restera à la charge du propriétaire.

Art. 15. - Avant de régler une facture, la Demeure historique s'assurera, au vu du document lui-même ou du devis, qu'il s'agit bien d'une dépense de réparation ou de restauration historique, ou encore, si le programme le prévoit, d'une dépense de sécurité, d'accessibilité du monument ou d'aménagement des locaux destinés au personnel. Les honoraires correspondants d'architectes et de cabinets d'études pourront également être réglés par la Demeure historique.

Elle ne sera en aucune manière tenue de contrôler les montants figurant sur les factures, la responsabilité de l'architecte et du propriétaire se trouvant engagée par leurs visas.

VII. Contreparties du mécène

Art. 16. - (*Sans objet*).

VIII. Frais de gestion de la Demeure historique

Art. 17. - Indépendamment de la commission d'ouverture de dossier acquittée de manière définitive par le propriétaire, la Demeure historique retiendra pour ses frais de gestion 2 % du montant du ou des dons qu'elle aura reçus.

Dans le cas d'un mécénat de compétence ou en nature, les frais de la Demeure historique seront prélevés sur les fonds de mécénat disponibles ou feront l'objet d'une facturation au propriétaire.

IX. Dispositions diverses

Art. 18. - Si un mécène n'honore pas une promesse irrévocable de don, la Demeure historique lui adressera une mise en demeure, sauf renonciation au don par le propriétaire. Elle pourra subordonner l'engagement d'actions plus contraignantes à la prise en charge, par ce dernier, de tout ou partie des frais d'avocat et de procédure.

Si un mécène exerce un recours contre la Demeure historique au sujet des travaux ou de ses résultats, Le propriétaire, seul responsable de ces travaux, devra prendre à sa charge la totalité des frais d'avocat et de procédure.

X. Communication et publication de la convention

Art. 19. - La convention sera, dès sa signature, mise en ligne sur le site « mécénat » de la Demeure historique (et sur celui du propriétaire) et remise aux mécènes pressentis. La Demeure historique la transmettra au ministère chargé de la culture, qui pourra la mettre en ligne sur son propre site s'il y a convenance.

Art. 20. - Si leur importance est significative, les modifications de programme et de plan de financement mentionnées aux articles 1^{er} et 2 donneront lieu aux mêmes publications et transmissions.

XI. Entrée en vigueur de la convention

Art. 21. - La convention entrera en vigueur lors de la réception, par la Demeure historique, d'un don irrévocable d'un mécène ou d'une promesse de don comportant une échéance précise. Lorsque la promesse sera assortie d'une condition suspensive, la convention n'entrera en vigueur que lors de la réalisation de cette condition.

La Demeure historique ne sera engagée qu'à concurrence du ou des dons effectivement reçus par elle, et diminués de la retenue prévue à l'article 17.

XII. Litiges

Art. 22. - En cas de difficulté d'interprétation de clauses de cette convention, la solution sera celle qui figure le cas échéant dans le *Mode d'emploi de la Demeure historique*. Un exemplaire à jour de ce guide a été remis au propriétaire. Le tribunal de grande instance de Paris sera seul compétent pour connaître des litiges éventuels.

La Demeure historique,
Jean de Lambertye
Le propriétaire,
Jean-Pierre Berger

Annexe I : Programme de travaux

*** Descriptif des travaux**

Le programme de travaux porte sur la restauration des constructions des XIII^e et XV^e siècles, à savoir :

- conforter les maçonneries des remparts nord-ouest, du châtelet d'entrée et de la tourelle d'escalier ;
- à l'intérieur du châtelet, recréation des parements de pierre disparus à l'aide de pierre calcaire ;
- réfection de l'enrayure du châtelet à l'identique, en pièces de chênes par des poutres de récupération ;
- restauration des vitraux.

Travaux	Montant TTC (arrondi en €)
Maçonnerie	148 570
Menuiserie	11 799
Vitraux	2 105
TOTAL	162 474

Le propriétaire,
Jean-Pierre Berger

Annexe II : Plan de financement

	%	Montant TTC arrondi €
Subvention publique (DRAC)	20	32 494
Mécénat	25	40 619
Autofinancement	55	89 361
TOTAL	100	162 474

Le propriétaire,
Jean-Pierre Berger

Annexe III

* Coordonnées des organismes qui réaliseront les travaux

Maçonnerie :

Dagois
10, rue Denis-Papin
BP 10
03401 Yzeure

Menuiserie :

Thierry Lagrange
98, rue Saint-Exupéry
18520 Avord

Vitraux :

Alliance Verre la Lumière
58800 Pazy

* Échéancier de leur réalisation

Printemps 2016-2017.

* Calendrier prévisionnel de leur paiement

Printemps 2016-été 2017.

Le propriétaire,
Jean-Pierre Berger

Arrêté n° 14 du 12 avril 2016 portant classement au titre des monuments historiques de l'église Saint-Georges à Rochecorbon (Indre-et-Loire).

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres I et II ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté en date du 29 novembre 1948 portant inscription de l'église de Saint-Georges-sur-Loire, actuelle commune de Rochecorbon (Indre-et-Loire) ;

Vu l'arrêté en date du 4 novembre 1971 portant classement en tant qu'objets mobiliers de deux panneaux de vitraux du XIII^e siècle situés dans l'église de Rochecorbon (Indre-et-Loire) ;

Vu l'arrêté en date du 6 juillet 1992 portant inscription en tant qu'objets mobiliers des peintures murales figurant le *Lavement des pieds* et la *Cène* situées dans l'église de Rochecorbon (Indre-et-Loire) ;

Vu l'arrêté en date du 8 août 1996 portant classement du mur nord de la nef et du berceau du chœur ornés de scènes peintes de l'église de Rochecorbon (Indre-et-Loire) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites en date du 27 mars 2012 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 18 mai 2015 ;

Vu la délibération du conseil municipal portant adhésion au classement de la commune de Rochecorbon propriétaire, en date du 21 avril 2015 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de l'église Saint-Georges de Rochecorbon, dite chapelle Saint-Georges, présente au point de vue de l'histoire de l'art un intérêt public en raison, d'une part, de la qualité des décors peints médiévaux conservés dans la nef et le chœur et, d'autre part, de l'ancienneté de certains éléments de sa charpente réutilisant une partie de la structure de la charpente d'origine, datée de 1028 par dendrochronologie,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classée au titre des monuments historiques l'église Saint-Georges, dite chapelle Saint-Georges, à Rochecorbon, en totalité, située sur la parcelle n° 10, d'une contenance de 745 m², y compris ses salles troglodytiques, situées en sous-sol de la parcelle n° 11, d'une contenance de 2 529 m², figurant au cadastre section AX et appartenant, depuis une date antérieure à 1956, à la commune de Rochecorbon, identifiée sous le n° SIREN 213 702 038.